



**FAYE Claude, KONÉ YAOUAGA Félix, QUIMINAL Catherine,
Dir., *Décentralisation et pouvoir en Afrique***

Paris, IRD, 2006, 514p.

Marie Deridder



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rsa/370>

ISBN : 978-2-930207-48-3

ISSN : 2033-7485

Éditeur

Unité d'anthropologie et de sociologie de l'Université catholique de Louvain

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2008

Pagination : 125-127

ISSN : 1782-1592

Ce document vous est offert par Université catholique de Louvain

UCL

Université
catholique
de Louvain

Référence électronique

Marie Deridder, « FAYE Claude, KONÉ YAOUAGA Félix, QUIMINAL Catherine, Dir., *Décentralisation et pouvoir en Afrique* », *Recherches sociologiques et anthropologiques* [En ligne], 39-2 | 2008, mis en ligne le 28 février 2011, consulté le 08 janvier 2018. URL : <http://journals.openedition.org/rsa/370>

Ce document a été généré automatiquement le 8 janvier 2018.



Les contenus de la revue *Recherches sociologiques et anthropologiques* sont disponibles selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

FAYE Claude, KONÉ YAOUAGA Félix,
QUIMINAL Catherine, Dir.,
Décentralisation et pouvoir en
Afrique

Paris, IRD, 2006, 514p.

Marie Deridder

- 1 Dans cet ouvrage collectif issu d'un colloque international tenu à Bamako fin 2002, des chercheurs de diverses disciplines des sciences sociales analysent, principalement au Mali ainsi que dans quatre autres pays d'Afrique (Ghana, Niger, Bénin, Sénégal), les processus de décentralisation engagés depuis les années 1990, soutenus par les instances internationales. La dernière partie de cet ouvrage propose, en outre, une mise en regard originale de ces analyses avec l'histoire de la décentralisation et la genèse des "pays" en France, apportant ainsi des éclairages inattendus sur les relations Nord/Sud, du double point de vue de la circulation des modèles et de l'existence de paradoxes communs (J. Palard, D. Nordman).
- 2 Les premiers travaux analysent les ancrages historiques pluriels de la décentralisation au Mali. Le souci des acteurs d'« enraciner (cette réforme) dans le terroir malien » s'est manifesté en référence à un prophétisme scripturaire et politique d'inspiration afrocentriste : le mouvement N'ko. Sont ainsi étudiées les principales caractéristiques de ce mouvement et de son idéologie pour se demander, dans un second temps, en quoi les idées propagées par ses membres fournissent un cadre d'interprétation adéquat à l'analyse des changements administratifs en cours au Mali (J.-L. Amselle, B. Kassibo). De plus, l'ensemble des travaux accordent une place prépondérante à une lecture des configurations historiques spécifiques, inscrites dans la courte et longue durée, mobilisées par les acteurs pour légitimer le processus de décentralisation en cours, définissant dans chaque cas l'ordre du possible.

- 3 Ensuite, une partie des travaux analysent en profondeur les diverses stratégies et effets d'anticipation provoqués chez les acteurs par la mise en œuvre de la décentralisation. (C. Fay, B. Kassibo, Y.-F. Koné, P.-Y. Le Meur, E. Komlavi Hahonou). Lors de la phase de sensibilisation, la commune a été traduite en langues locales dans des références ambiguës comme étant « le retour du pouvoir à la maison, au terroir », tout en étant aussi présentée comme une communauté de biens et de droits dans le cadre d'une citoyenneté démocratique. Ces effets d'annonce ont suscité dans les mondes locaux, une forte effervescence interprétative portant sur la nature de la décentralisation, puisqu'elle s'avérait toucher aux principales relations sociales organisant le contrôle des hommes et des ressources, et en particulier affecter l'ordre territorial et foncier. Les interrogations étaient d'autant plus grandes que, sur tous les terrains maliens, les divers acteurs (administration, partis politiques, ONG, chefferies, etc.) présentaient des versions différentes de la réforme, conformes à leur craintes ou à leurs espoirs. Cela a abouti à une multitude de constructions de sens antagonistes et de stratégies variées d'actions.
- 4 Le fait que ces stratégies d'anticipation ou de réaction à la décentralisation prennent des formes identitaires, tout particulièrement en rapport au foncier, n'a rien de surprenant pour les auteurs. L. Traoré rappelle comment les fondements historiques des identités sociales et territoriales au Mandé ont une toile de fond très hiérarchisée et inégalitaire ; S. Camara quant à lui montre l'existence d'un rapport structurel persistant dans l'organisation sociale entre la relation à la terre et l'organisation du pouvoir, une analyse largement extrapolable à la plupart des terrains maliens ruraux et urbains. Les anciennes oppositions statutaires, hiérarchiques et historiques ont ainsi pris des formes aiguës à un moment ou un autre du processus de décentralisation, sur chacun des terrains explorés dans cet ouvrage, relativisant l'opposition obsolète entre tradition et modernité. Les appels à l'histoire et aux traditions (et à la relecture de celles-ci) ont constamment jalonné les stratégies occasionnées par la réforme. Les auteurs examinent ces redéploiements paradigmatiques en insistant sur la force des « dynamiques imaginaires » (F. Bourdarias), des « interprétations (de la coutume) à géométrie variable » (M. Bertrand), des mobilisations contrastés du « stock idéal » (G. Holder) et des « réinterprétations de modèles politiques anciens » (C. Zobel).
- 5 Ensuite, lors du découpage territorial sous forme de regroupements volontaires des villages en communes, ces hiérarchies statutaires et historiques ont imposé des regroupements très inégaux, ont pesé sur la détermination du chef-lieu des communes et les élections communales. Pour comprendre ces dynamiques, plusieurs travaux investissent les systèmes et modes d'actions politiques tant au niveau local qu'étatique. Ils nous décrivent avec précision ces constructions du politique où les conseils communaux sont quasiment mono-villageois, réservés aux clans détenant le pouvoir, voire mono-lignagers et, par ailleurs, souvent mono-partistes, la logique du « vestibule » écrasant souvent celle de « l'urne » (Y. F. Koné) et entraînant une marginalisation des étrangers - seconds arrivés, castés, descendants de captifs, femmes et jeunes (S. Camara, B. Diakité, C. Fay). Sont également analysées les politiques clientélistes et factionnalistes autour du foncier, suggérant une certaine homogénéité entre la « brousse » et la « ville » maliennes (M. Bertrand, F. Bourdarias). B. Kassibo examine aussi les polémiques qui ont lieu entre l'administration territoriale et le Haut Conseil des collectivités décentralisées autour de l'épineux problème du transfert des pouvoirs, des ressources et des compétences. Il remarque ainsi que s'y négocie la balance entre les prérogatives de l'État et celles des représentants des collectivités puisque la décentralisation est un processus

initié par l'État qui y joue sa marge d'autonomie dans un contexte international contraignant. Les auteurs sont amenés alors à s'interroger sur les marges d'autonomisation des mondes communaux, sur la construction de ces « espaces publics (et étatiques) » émergents, sur la difficile articulation des pouvoirs de différents niveaux et sur les modes politiques complexes de contrôle de ces nouveaux mondes locaux par l'État (C. Fay, C. Zobel, G. Blundo, J.-P. Olivier de Sardan).

- 6 En conclusion, les travaux présentés dans cet ouvrage analysent de façon empirique des processus de décentralisation dans des univers et des configurations nationales très différents. L'ensemble offre au lecteur, d'une part, un état des lieux récent sur l'avancement de la recherche dans ce domaine et, d'autre part, une très grande variété de perspectives, tout en déconstruisant certaines oppositions "classiques" telles que pouvoirs locaux/pouvoir d'État ou coutume/réforme-modernité. Ces travaux insistent sur les processus de construction et d'affrontement des multiples légitimités en présence, et analysent la décentralisation comme un processus négocié et non comme un dispositif technique. Cet ouvrage revisite ainsi de façon pertinente des concepts clés pour l'analyse du politique : la « gouvernance », « l'espace public », la question des identités, la « citoyenneté » et la « société civile ».

AUTEUR

MARIE DERIDDER

FNRS, ANSO